

Communiqué de presse

8 décembre 2020

NC ÉCO demande un moratoire sur les mesures pouvant affaiblir le tissu économique calédonien déjà très détérioré

Nouvelle-Calédonie Économique (NC ÉCO) a adressé mi-novembre au président du gouvernement, aux groupes politiques au Congrès et à l'État un courrier demandant un moratoire sur les mesures susceptibles d'affaiblir notre tissu économique. Cette demande vise à faire comprendre l'impératif de ne pas amplifier la crise que traverse actuellement la Nouvelle-Calédonie – sans parler des blocages de ces derniers jours qui sont mortifères.

Le Congrès se réunit demain, 9 décembre, en commission permanente pour se positionner sur les scénarii de TGC. Notre demande de moratoire, dans le contexte actuel, est donc d'une actualité brûlante. La nécessité s'impose de reporter la réforme de la TGC, qui impactera nécessairement la consommation et pèsera négativement sur certains secteurs.

[Extrait du courrier daté du 12/11/2020]

« Alors que la situation des entreprises et de l'emploi ne cesse de se dégrader, que la confiance dans l'avenir est à son plus bas niveau, les besoins en recettes fiscales et sociales s'accroissent.

Mais faire payer aux entreprises et aux ménages plus d'impôts amplifiera la récession et par là même la destruction d'entreprises et d'emplois, et in fine ne contribuera pas à dégager de recettes fiscales et sociales suffisantes pour couvrir nos dépenses.

Aussi NC ÉCO demande un moratoire sur toutes les mesures qui pénaliseraient les entreprises. »

Les acteurs économiques feront valoir ce moratoire pour chaque nouveau projet, chaque nouvelle mesure pouvant avoir des incidences néfastes sur la vie des entreprises.

La démarche de NC ÉCO se veut constructive. Elle veut contribuer à un projet économique soutenable et durable autour des enjeux de transition écologique, de performance et de cohésion sociale, tout en proposant des réformes pour assainir les finances publiques et réduire ainsi les dépenses de fonctionnement et les dépenses sociales, dont le niveau dépasse la capacité des entreprises à assumer ces dernières.

Relancer la croissance et réduire les dépenses publiques et sociales doivent se combiner pour offrir un avenir aux Calédoniens.

Afin de permettre aux acteurs locaux de construire en sérénité les réformes de demain, NC ÉCO sollicite un soutien renforcé de l'État à la Nouvelle-Calédonie.

Qu'est-ce que Nouvelle-Calédonie Économique (NC ÉCO) ?

Fin octobre, l'ensemble des acteurs économiques – Chambres consulaires, organisations patronales, syndicats professionnels, clusters – s'est rassemblé sous la bannière commune Nouvelle-Calédonie Économique (NC ÉCO).

Objectif :

- Porter d'une seule voix, hors de tout corporatisme ou parti pris politique, l'impérieuse nécessité d'inclure les enjeux économiques et sociaux dans les discussions sur l'avenir institutionnel du territoire, comme y avait invité le Premier ministre Edouard Philippe le 5 novembre 2018 ;
- Construire une vision autour d'un modèle économique et social partagé et pérenne, quelles que soient les options institutionnelles qui seront choisies.

NC ÉCO est composée des forces vives de l'économie calédonienne, celles qui contribuent à l'aménagement du territoire, génèrent du développement, innovent, créent des emplois, financent nos collectivités et contribuent à la protection sociale des Calédoniens.